

Bruxelles Malgré deux tentatives du CDH, la majorité tient bon

Cette fois, c'est fait : la Wallonie vient de basculer du centre gauche vers le centre droit, le CDH retrouvant la fonction pivotable de feu le PSC. Mais tandis que la Wallonie se retourne, permettant à Benoît Lutgen de remplir un tiers de son pari, Bruxelles semble assoupie. Pour le dire plus clairement, il ne s'y passe plus rien. La semaine passée, Rudi Vervoort (PS) a réuni une dernière fois son gouvernement. Désormais, tout le monde est en mode « vacances ».

C'est donc le statu quo : la Région est gérée par une majorité PS-Défi-CDH-Open VLD-CD&V-SPA. Côté francophone, la coalition dispose de 42 sièges sur 72 ; côté flamand, de 10 députés sur 17. A Bruxelles comme ailleurs, les centristes francophones ont décrété que le partenaire socialiste était désormais infréquentable. Voici quinze jours, ils ont tenté de propager l'incendie du Samuso-

cial à l'étage du gouvernement bruxellois. Mais le pétard lancé par Céline Fremault et Benoît Cerexhe était mouillé. Résultat : la majorité reste au sec.

Et elle tient d'autant plus qu'à ce jour, Défi n'entend pas changer d'un iota une coalition qui lui convient. Quant à Ecolo, il ne semble, pour l'heure, pas chaud pour grimper dans une coalition sans passer par la case « élections ».

Les réticences de Défi se comprennent : le parti d'Olivier Maingain a bien négocié en 2014. Et Didier Gosuin voit désormais arriver à maturité certains de ses dossiers. Tout chambouler maintenant pour embarquer un MR qui s'est montré très critique envers son ministre n'aurait donc aucun sens. Qui plus est, Olivier Maingain, fâché de la méthode dont a usé Benoît Lutgen le 19 juin, n'entend faire aucun cadeau à un parti centriste sur lequel il

compte prendre l'ascendant lors des prochaines élections. Or, changer de majorité dans la capitale serait forcément mis au crédit du président humaniste.

A Bruxelles, il faudra donc un scandale sismique pour que Défi lâche le PS. Qui, la semaine passée, répétait par la voix de son ministre bruxellois qu'il ne souhaitait aucun changement de majorité. Et Olivier Maingain d'appuyer : « *Il y a des gouvernements en place et ils travaillent.* »

Il revient donc au CDH de trancher : rester dans la majorité bruxelloise ou provoquer une rupture en faisant démissionner Céline Fremault. Car les partenaires des centristes, eux, ne peuvent plus la faire valdinguer en dehors du bateau gouvernemental. Au mieux, ils peuvent la déshabiller de ses compétences et la transformer en ministre sans attribution.

Le PS dans une position imprenable

Et l'équation se corse encore : pour changer d'attelage, il faudra convaincre les partis flamands. Jusqu'ici, ceux-ci se sont montrés favorables à la poursuite de l'accord de majorité. Tant que rien ne vient étayer

l'implication des membres PS du gouvernement dans le scandale du Samusocial, il y a peu de chances que l'aile néerlandophone de la majorité bruxelloise change son fusil d'épaule.

L'accord wallon fera-t-il bouger les lignes ? Il est trop tôt pour s'avancer. La deuxième phase du plan Lutgen pour virer le PS du pouvoir va probablement se concentrer sur la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ensuite seulement, on verra si les duettistes de l'orange bleue parviennent à convaincre Défi de tourner casaque. Pour l'heure, les socialistes semblent occuper une position imprenable au sommet de la capitale. ■

P.Lt